



VOL. IV.—No. 2.

MONTREAL, JEUDI, 9 JANVIER 1873.

ABONNEMENT, \$3.00.
PAR NUMÉRO, 7 CENTS.

1872.

Elle vient de finir, cette année 1872, comme ses nombreuses sœurs aînées. En exhalant le dernier soupir, elle laisse une page de plus à enregistrer au grand livre de l'histoire des siècles. Cette page ressemble aux autres; l'histoire se répète: des angoisses, des crimes, des larmes, un peu de bonheur, quelques joies, de rares sourires, beaucoup d'espérances.

Un historien nous ne savons plus lequel, a dit que l'histoire n'est que le récit des maux infligés aux petits par les grands. C'était évidemment un historien du vieux régime; pour être applicable aujourd'hui, sa maxime aurait besoin de quelque modification. On est plus démocrate et nous avons plus de grands hommes. On serait donc plus dans le vrai en disant que l'histoire n'est que le récit des maux infligés à l'humanité par les grands et ceux qui se croient tels ou veulent le devenir. Les grands hommes de notre époque—hommes de génie, de cœur, de principes, au caractère d'acier—sont de plus en plus difficiles à trouver. Les hommes qui savent d'où ils viennent, où ils vont, ce qu'il faut faire pour bien arriver, pour bien conduire le genre humain à sa fin, il n'y en a plus, en dehors de l'Eglise. C'est que l'expédient a remplacé le principe, la jactance tient lieu du caractère. Des caricatures de grands hommes, le monde en fourmille; on les compte par milliers ceux qui se croient des génies supérieurs appelés à régénérer l'humanité, à la refondre dans un moule nouveau et incomparable. Là est le malheur de presque tous les Etats de l'Europe.

L'année dernière, si l'on nous permet de nous citer, nous résumons ainsi notre revue annuelle des événements du vieux continent: "Deux plaies rongent l'Europe: l'Internationale et les armements ruineux; la force en bas et la force en haut; la misère et la violence en bas—le socialisme, la lutte fraternelle; l'ambition et la violence en haut—la guerre en permanence. Voilà ce qu'a produit le raffinement d'une civilisation qui a cru pouvoir remplacer le christianisme par le rationalisme et l'athéisme. En somme, l'ensemble des faits qui se sont accomplis pendant l'année 1871 rend de plus en plus opportune la solution du problème posé dès le commencement du siècle: l'Europe peut-elle se sauver sans redevenir chrétienne?"

La situation est exactement la même, à part quelques faits nouveaux, qui n'accusent pas de tendance nouvelle et ne dérangent en rien l'ordre des principes. La France est toujours dans la même incertitude, dans la même anxiété cruelle. Sa position matérielle s'est améliorée: elle a, au début de l'année, contracté deux emprunts qui ont eu un succès merveilleux et lui ont gagné l'admiration du monde. Il lui fallait des millions et des millions pour rebâtir Paris et anticiper le paiement de partie de l'indemnité allemande afin de hâter l'évacuation des Forts de Paris, de la Marne et de la Haute-Marne. Son papier a trouvé trois fois plus de prêteurs qu'elle n'en avait besoin et les Prussiens n'occupent plus qu'une étroite lisière de son territoire; Paris s'est rebâti avec une rapidité telle qu'on n'aperçoit presque plus les vestiges des hauts faits de la Commune.

Ces succès ont été gâtés par les deux crises de la fin de l'année, crises qui ont failli précipiter de nouveau la France dans les horreurs de la révolution.

La majorité conservatrice de la Chambre avait lu avec

terreur les rapports des discours de Gambetta à Grenoble et ailleurs; les adresses d'adhésion envoyées au Gouvernement de M. Thiers par 6 ou 7 mille communes l'avaient également effrayée. De là des interpellations, des discours violents et une crise finale qui ont forcé Thiers à se séparer un peu de la Gauche et à se rapprocher davantage de la Droite. Il a sacrifié un ministre, donné à Paris un Préfet réputé plus conservateur, et l'on discute en ce moment des projets de réforme constitutionnelle dont le but sera d'établir une véritable responsabilité ministérielle, la délimitation des attributions des différents corps de l'Etat, et, probablement, une prolongation du terme de la présidence de M. Thiers. Ces mesures, si elles sont adoptées par la Chambre, ne seront tout au plus que des palliatifs, des ajournements de la grande crise à laquelle la France ne pourra échapper que par miracle. Les esprits sont toujours dans la même fermentation; la Chambre est toujours presque également divisée. Nous pourrions même dire qu'elle est fractionnée. La majorité dite conservatrice ne s'entend nullement sur le mode de gouvernement à adopter; elle ne veut que l'exécution du Pacte de Bordeaux, c'est-à-dire que le gouvernement de M. Thiers ne soit que provisoire, ne s'occupe que de délivrer la France et d'opérer une organisation intérieure, laissant ouverte et libre la forme de gouvernement à choisir après l'accomplissement du programme de Bordeaux. En un mot, cette majorité n'a accepté et n'acceptera Thiers que pour sauver la France de la Prusse et de la Commune. Hors de là, il n'y a plus d'entente entre elle; les uns sont légitimistes, les autres orléanistes, d'autres encore sont républicains modérés. Dans la Gauche, il y a presque autant de subdivisions; il y a aussi quelques républicains modérés, des radicaux, des socialistes et même des communistes. Chaque parti se croit appelé à sauver la patrie et tient à ses prétentions. Comment avec de tels éléments fonder un gouvernement stable? Que demain Thiers résigne ou meure, que devient la France?

Un autre danger pour la France, c'est l'absence de sens pratique qui caractérise ce que l'on y appelle la majorité conservatrice, défaut que la dernière crise a tristement mis en lumière et qui n'a pas manqué de frapper les esprits tant soit peu observateurs. Elle a mis la France sur le bord de l'abîme parce que M. Lefranc, ministre de l'Intérieur, avait reçu les adresses trop républicaines que 6 ou 7 mille communes lui envoyaient depuis quelques mois. Il y a en France 37 à 38 mille communes, c'est-à-dire que plus de 30 mille communes n'ont pas envoyé d'adresses et peuvent être censées penser autrement que les autres et avoir les mêmes sentiments que la majorité. Si cette majorité, au lieu de tant se plaindre, avait mieux compris la pratique des institutions libres,—qui impliquent toujours le droit de pétition et d'adresse—et s'était appliquée à créer, au moyen de banquets, de discours, de lectures, de petites réunions, une contre-agitation au sein des populations des campagnes presque toujours si essentiellement conservatrices, elle eût certes réussi au-delà de toute espérance à enlever les 31 mille communes qu'elle a laissées dans l'inertie. De l'aveu de tous les écrivains, de tous les correspondants les mieux informés, elle pouvait facilement opérer cette contre-agitation. Elle aurait pu, après cela, dire qu'elle avait toute la France avec elle, et elle aurait dit vrai; ce contre-mouvement aurait eu une influence prépondérante et sur l'Assemblée et sur Thiers lui-même, qui ne demande pas mieux que de mar-

cher avec la Droite. Elle aurait obtenu son but sans irriter outre-mesure ses adversaires et ses ennemis; elle aurait remporté un véritable triomphe politique et constitutionnel. Armée de ces adhésions, elle aurait pu se dire l'écho fidèle du pays et imposer ses volontés d'une manière plus rationnelle et moins choquante.

L'Angleterre, libre de tout souci, de tout danger extérieur, se livre paisiblement à l'amélioration de son système politique et civil. Elle perfectionne son armée, sa marine; elle a adopté le vote au scrutin secret et d'autres mesures énergiques pour compléter ses grandes réformes électorales de 1832 et 1867 ou 1868, et assurer de plus en plus la liberté du vote populaire. Elle a doté l'Ecosse d'un nouveau système d'instruction et se propose de donner une réforme générale dans ce sens à toutes les autres parties du royaume. Elle s'est soumise de bon cœur à la décision des arbitres du Tribunal de Genève et au jugement de l'empereur allemand sur la difficulté de l'île San Juan. Elle n'a plus qu'une crainte, qu'une alarme, qu'elle dissimule assez habilement: c'est le progrès de la Russie dans les Indes. Le Colosse du Nord arrive à l'Angleterre de ce côté-là; ils sont tous deux presque voisins et se toucheront bientôt. C'est peut-être là qu'on découvrira plus tard la cause d'une alliance ou d'une guerre terrible entre l'Angleterre et la Russie.

En Italie, tout va bien, parce que tout va très-mal: Victor Emmanuel est embarrassé de son vol, les révolutionnaires le menacent et quelque bon matin, il sera obligé, pour échapper au poignard des italianissimes, de déguerpir. Ce sera la révolution, c'est-à-dire le châtement et la chute. C'est dans l'ordre des choses voulu par les décrets de Dieu et ce qu'il faut probablement pour rendre la liberté au Grand Pape qui seul, en ce moment, parle aux puissances du monde le langage de la vérité, comme il vient de le faire à l'empereur d'Allemagne.

En voilà un pour qui tout n'a pas été rose en 1872. Ses conquêtes lui coûtent à digérer. La France le paie trop bien et trop vite; son armée se réorganise trop promptement. L'ombre de la "revanche prochaine" trouble son sommeil déjà difficile. Il persécute les catholiques, chasse les Jésuites et ôte à sa fidèle noblesse ses antiques privilèges. Il y trouvera les éloges de la démocratie irrégulière; mais il s'assure l'hostilité et le mépris de l'armée des catholiques et des honnêtes gens. Ils ne font pas de révolution, mais ils savent quelquefois se souvenir et se venger.

L'Autriche fait peu parler d'elle. Elle continue dans la même voie des erreurs religieuses, réussit peu à calmer le mécontentement de la Hongrie et de quelques-unes de ses provinces allemandes. Sa politique extérieure est fort simple; elle n'en a pas du tout. Elle craint la Prusse, désire l'alliance de la Russie, et celle de la France, quand elle la croira assez forte pour l'aider.

Les Etats-Unis ont coulé une bonne année, à part quelques deuils nationaux. Grant a été réélu à une immense majorité. Il a annoncé au Congrès qu'il avait diminué, durant l'année courante, la dette américaine de près de cent millions de piastres. Les décisions de Genève et de Berlin ont enchanté les Américains, mais ils ont eu le bon goût de ne pas s'en réjouir avec exagération.

La mort de Greeley, à la suite de celle de sa femme et de la perte de son élection, a attristé les Américains et tous les admirateurs du grand publiciste. Grant a fait acte de noblesse en assistant à ses funérailles.